

REFORME DE L'ETAT

LE SERPENT DE MER DE 10 ANNÉES DE CONFUSION ET D'AMATEURISME !

La réforme de l'Etat ressurgit à chaque alternance politique.

Le nombre d'organisations provoquant d'incessants allers retours est impressionnant sur les dix dernières années.

En 2007, le coup d'envoi a été donné par Nicolas SARKOZY avec la RGPP et son appendice la RéATE avec l'arrière pensée de réduire la voilure de l'Etat.

A cet effet, un Conseil de la Modernisation des politiques publiques (CMPP), réunissant tous les Ministres, présidé par le Chef de l'Etat, était chargé d'arrêter les décisions à la fin du processus ainsi engagé.

En amont, une série de consultations était confiée aux corps d'inspection générale et à des cabinets d'audits du privé, validée ensuite par un Comité de suivi placé sous l'autorité de l'ineffable Claude GUÉANT, Secrétaire Général de l'Elysée.

Parallèlement à ce dispositif, était créée une Direction générale de la modernisation de l'Etat (DGPME) en 2005, placée sous l'autorité de Bercy, chargée de conduire les réformes.

A la fin du quinquennat de Nicolas SARKOZY, était créée une direction interministérielle des systèmes d'information et de communication de l'Etat (DISIC) sous la tutelle du Secrétariat Général du Gouvernement (SGG).

Au final, ce que l'on peut retenir de ce dispositif, c'est l'impression d'une politique du rabot budgétaire assumée sans réelle vision stratégique de l'Etat.

En 2012, avec l'arrivée de François HOLLANDE à la Présidence de la République, la RGPP devient la Modernisation de l'action publique (MAP), nouvelle version de la réforme de l'Etat édulcorée dès lors que la politique du non remplacement d'un fonctionnaire sur deux partant à la retraite est abandonnée, à l'instar du Ministère chargé de l'Agriculture.

En revanche, le jeu de domino continue sous l'ère du gouvernement AYRAULT. La DISIC et la DGPME sont fusionnées dès octobre 2012 au sein du Secrétariat général pour la modernisation de l'action publique (SGMAP) entre 2012/2017. Cette administration verra se succéder pas moins de trois Secrétaires Généraux.

Au plan politique, les changements de pied nous donnent le vertige. En effet, Marylise LEBRANCHU se voit confier le pilotage de la réforme de l'Etat et déchargée sous le gouvernement VALLS qui confie ce portefeuille à deux secrétaires d'Etat, Clotilde VALTER, puis Jean-François PLACÉ, sans laisser de trace indélébile.

En 2017, rebelotte avec l'arrivée d'Emmanuel MACRON à l'Elysée.

Côté politique, une circulaire du Premier Ministre indique aux Ministres les objectifs à atteindre ceux des chevauchements, les

doublons de compétences ou les transferts au secteur privé, voire des abandons de missions ainsi qu'une nouvelle organisation territoriale des services publics.

Côté organisation administrative, le SGMAP est dissout et chacune de ses directions (le numérique et l'innovation) reprend sa liberté.

Côté Bercy, Gerald DARMANIN, Ministre de l'Action et des Comptes Publics, a la main sur la Direction interministérielle de la transformation Publique, mais dirigée par le Délégué interministériel à la transformation publique, qui lui est placé sous l'autorité du Premier Ministre.

Subtil dosage qui illustre l'absence de confiance entre les différentes autorités gouvernementales. Quant à la direction du numérique, elle est confiée au Secrétaire d'Etat Mounir MAHJoubi, par délégation du Premier Ministre tout en étant rattachée au SGG.

Dans ce Mécano, le Premier Ministre introduit une nouveauté, celle de la création du Comité de réflexion "Action Publique 2022" qui sera composé de personnalités étrangères, de chefs d'entreprises, d'élus et de hauts fonctionnaires.

COMMENTAIRES DE L'UNSA

Le montage de ce Mécano, mis en œuvre par le Premier Ministre Edouard PHILIPPE, est une véritable usine à gaz avec en toile de fond un jeu d'acteurs où vont s'affronter plusieurs stratégies, chacun revendiquant sa part du gâteau dans le futur dispositif au détriment du service public.

La présence de certaines personnalités, parmi lesquelles, Laurent BIGORNE, Directeur de l'Institut libéral « Montaigne », l'économiste libéral Philippe AGHION ne nous invitent guère à l'optimisme. En effet, leur thèse est de réduire le périmètre de l'Etat au profit du secteur privé. Philippe AGHION, un proche du Président de la République, n'hésite pas à déclarer dans une interview *"qu'il n'y a guère que le rabot qui puisse être utilisé pour faire des économies, car il permettra de dégager des marges de manœuvre en ne remplaçant pas une partie des fonctionnaires qui partiront à la retraite, accusant les structures étatiques d'être très corporatistes."* La messe est ainsi dite !

C'est dans ce jeu d'acteurs, que l'UNSA devra une fois de plus faire preuve de vigilance car le Président de la République compte bien engager une réforme de grande ampleur impactant très sérieusement les services de l'Etat, ainsi que la communauté de travail.